



## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 juin 2013

L'an deux mil treize, le treize juin, à dix-neuf heures quarante-cinq, les membres composant le Conseil Municipal de BONDOUFLE, régulièrement convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 06 juin 2013, conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur Jean HARTZ, Maire.

### Etaient présents :

MM. Jean HARTZ, Guy BOURLARD, Mme. Marie-Dominique GURY, M. Jean-Claude PRADIN, Mme. Monique ROCHETTE, M. Luc MARCILLE, Mme. Marie-Yvonne GUIGNERET, M. Jacques LEGRAND, Mme. Renée RIER, MM. Olivier BOURASSIN (arrivé au point n° 8 de l'ordre du jour), Arnaud BARROUX (arrivé au point n° 15 de l'ordre du jour), Mmes. Sylvie BOIDE, Michelle SIMMET, Pascale TESTIER, Céline LEBRETON, MM. Jean-Paul ROUXEL, René ESLINE (arrivé au point n° 12 de l'ordre du jour), Mme. Sabine NAGEL (arrivée au point n° 7 de l'ordre du jour), M. Guy BELLANGER.

### Excusés ayant donné pouvoir :

Mme. Chantal BELMON donne pouvoir à M. Jacques LEGRAND  
M. Maurice RIOU donne pouvoir à M. Jean-Paul ROUXEL  
M. Arnaud BARROUX donne pouvoir à M. Jean HARTZ (jusqu'au point n° 14 de l'ordre du jour)  
M. Jean-Marie VALENTIN donne pouvoir à M. Guy BOURLARD  
M. Robert AGULHON donne pouvoir à M. Jean-Claude PRADIN  
Mme. Michelle DEBONS donne pouvoir à Mme. Monique ROCHETTE  
M. Thierry GAREAU donne pouvoir à M. Luc MARCILLE  
M. Jean-Yves BERNARD donne pouvoir à Mme. Marie-Yvonne GUIGNERET  
Mme. Sandrine FURIC donne pouvoir à Mme. Renée RIER  
Mme. Sidonie TRASTOUR donne pouvoir à M. René ESLINE (à partir du point n° 12 de l'ordre du jour)

### Absents Excusés :

M. Olivier BOURASSIN (jusqu'au point n° 7 de l'ordre du jour), Mme. Esther ERNANDEZ, M. René ESLINE (jusqu'au point n° 11 de l'ordre du jour), Mmes. Sabine NAGEL (jusqu'au point n° 6 de l'ordre du jour), Sidonie TRASTOUR (jusqu'au point n° 11 de l'ordre du jour).

M. Jean HARTZ est élu secrétaire.

Date de convocation : 06/06/2013

Date d'affichage : 07/06/2013

## **Approbation du Compte Rendu de la séance du 11 avril 2013**

Le Compte Rendu de la séance du 11 avril 2013 est adopté à l'unanimité.



**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Prend acte des décisions suivantes prises par Monsieur le Maire, conformément à sa délibération du 16 mars 2008 lui donnant délégation en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

- ✓ Décision n° 2013/017 : Modification concernant la régie de recettes et d'avances de la crèche familiale et du multi-accueil
- ✓ Décision n° 2013/021 : Conventions de formation professionnelle
- ✓ Décision n° 2013/022 : Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes du service jeunesse
- ✓ Décision n° 2013/023 : Convention d'ouverture et de fonctionnement de compte entre la commune de Bondoufle et la société Chronodrive
- ✓ Décision n° 2013/024 : Avenant à la convention de formation professionnelle
- ✓ Décision n° 2013/025 : Avenant au contrat de service « Arpège Concerto »
- ✓ Décision n° 2013/026 : Avenant au contrat d'assistance du logiciel « Concerto Opus »
- ✓ Décision n° 2013/027 : Avenant au contrat d'assistance du logiciel « Concerto Opus »
- ✓ Décision n° 2013/028 : Contrat d'engagement d'artiste pour l'organisation d'un spectacle
- ✓ Décision n° 2013/029 : Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle
- ✓ Décision n° 2013/030 : Marché de travaux pour la rénovation du gymnase Marcel Caro
- ✓ Décision n° 2013/031 : Convention de partenariat avec l'Ecole de surf et Bodyboard « Xperience Gliss »



## **Tarifs de location des Salles – Année 2014**

**Délibération n° 2013/039**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les propositions de tarifs de location des salles pour l'année 2014,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

**Par 23 Voix POUR**

**1 Abstention (M.BELLANGER)**

**FIXE** les tarifs de location des salles municipales pour l'année 2014 comme suit :

- Bondouflois et entreprises de la Marinière et des Bordes :
  - Salle 1 ou 2 de la salle des fêtes : 130,00 €
  - Grande salle de la salle des fêtes : 395,00 €
  - Ensemble des salles de la salle des fêtes : 590,00 €
  
- Pour les extérieurs, y compris les personnels des entreprises précitées :
  - Salle 1 ou 2 de la salle des fêtes : 525,00 €
  - Grande salle de la salle des fêtes : 1 680,00 €
  - Ensemble des salles de la salle des fêtes : 2 520,00 €



### Tarifs des Droits de place applicables aux cirques - Année 2013

**Délibération n° 2013/040**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** les propositions de tarifs des Droits de place applicables aux cirques à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

**Par 23 Voix POUR**

**1 Abstention (M. BELLANGER)**

**FIXE** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013 les tarifs des droits de place applicables aux cirques ainsi qu'il suit :

Pour un stationnement d'une durée de 2 à 3 jours :

- Diamètre du chapiteau supérieur à 10 mètres : 95.80 €
- Diamètre du chapiteau inférieur ou égal à 10 mètres : 48.40 €
- Caravane : 7.20 €

Au-delà par journée supplémentaire :

- Diamètre du chapiteau supérieur à 10 mètres : 33 €
- Diamètre du chapiteau inférieur ou égal à 10 mètres : 16,50 €
- Caravane : 2,60 €

Une caution est instituée de **500,00 €**. Elle sera constituée à la réservation de l'emplacement. Elle sera restituée après constat contradictoire de l'état des lieux au départ du réservataire.

**DIT** que ce droit de place sera perçu, d'avance, par chèque à l'ordre du Trésor Public ou par paiement auprès du régisseur municipal. Toute réservation restera due.

**IMPUTE** les recettes correspondantes à l'article 7336 du Budget Communal.



### **Fixation des tarifs Cinéma Plein Air – 28 juin 2013**

**Délibération n° 2013/041**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la proposition de tarifs pour la projection en Plein Air d'un film au complexe sportif Henry Marcille le vendredi 28 juin 2013,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**Par 23 Voix POUR**

**1 Abstention** (M. BELLANGER)

**FIXE** ainsi qu'il suit les tarifs pour la projection en Plein Air d'un film au complexe sportif Henry Marcille le vendredi 28 juin 2013,

- 3 € par personne pour les enfants âgés de 8 ans et plus, adolescents et adultes ;
- Gratuité pour les enfants âgés de moins de 8 ans;

**DIT** que ces tarifs seront encaissés sur la régie de recettes du service culturel.



## **Tarifs du Service Jeunesse – Parcs d’attraction Année 2013**

**Délibération n° 2013/042**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les propositions de tarifs des Parcs d’attraction du Service Jeunesse pour l’année 2013,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**Par 23 Voix POUR**

**2 Abstentions** (Mme NAGEL, M.BELLANGER)

**FIXE** les tarifs des parcs d’attraction du Service Jeunesse pour l’année 2013 comme suit :

**Tarifs Parcs d’attractions (Eurodisney, Astérix) en journée :**

<b>TRANCHES</b>	<b>TARIFS 2012</b>		<b>TARIFS 2013</b>	
	<b>SORTIES</b>	<b>A LA</b>	<b>SORTIES</b>	<b>A LA</b>
	<b>JOURNEE</b>		<b>JOURNEE</b>	
1	16.00€		17.00€	
2	17.00€		18.00€	
3	18.00€		19.00€	
4	19.00€		20.00€	
5	20.00€		21.00€	
6	21.00€		22.00€	
7	22.00€		23.00€	



**Tarif de la soirée de fin d’été organisée par la commune – Vendredi 30 août 2013**

**Délibération n° 2013/043**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la proposition de tarif du service jeunesse pour la soirée de fin d’été, le vendredi 30 août 2013.

VU le rapport de Monsieur le Maire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**Par 24 Voix POUR**

**2 Abstentions** (Mme NAGEL, M.BELLANGER)

**FIXE** le tarif de la Soirée de fin d'été organisée par le Service Jeunesse le vendredi 30 août 2013 à 3 € par enfant.

**PRECISE** que cette soirée de fin d'été est destinée aux jeunes Bondouflois, âgés de 11 à 17 ans.

**DIT** que ce tarif sera encaissé sur la régie de recettes du service jeunesse.



**Attribution d'une Subvention à l'association la Plume et l'Encrier – Exercice 2013**

**Délibération n° 2013/044**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Budget Primitif 2013 adopté lors de la séance du Conseil Municipal du 28 février 2013,

**VU** la demande de subvention de l'Association la Plume et l'Encrier dont le Siège Social est situé en Mairie,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**A L'UNANIMITE**

**DECIDE** d'attribuer une subvention d'un montant de 260.00 € (deux cent soixante *euros*) à l'Association la Plume et l'Encrier dont le Siège Social est situé en Mairie.

**IMPUTE** la dépense à l'article 6574 du Budget communal.



**Convention relative aux missions du service de médecine préventive entre le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne et la Mairie de Bondoufle**

**Délibération n° 2013/045**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n°78-1183 du 20 décembre 1978

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret 2008-339 du 14 avril 2008, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique territoriale,

**VU** les décrets n°85-643 du 26 juin 1985 et n°87-602 du 30 juillet 1987 relatifs aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'assemblée délibérante de mandater la convention relative aux missions du service de médecine préventive entre le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne et la Mairie de Bondoufle

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**A L'UNANIMITE**

**DECIDE** d'adopter la convention relative aux missions du service de médecine préventive entre le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne et la Mairie de Bondoufle à compter de son retour au CIG pour une période de 3 ans.

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du Budget Communal.



**Créations de postes**

**Délibération n° 2013/046**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le tableau actuel des effectifs de la collectivité;

**CONSIDERANT** la nécessité de créer plusieurs postes de titulaires pour promouvoir des agents par le biais de l'avancement de grade,

**Vu** le rapport de Monsieur le Maire,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **A L'UNANIMITE**

**AUTORISE** la création des postes suivants :

- 1 poste d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'ATSEM principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'ATSEM principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'Educateur de Jeunes Enfants Chef à temps complet
- 1 poste d'Auxiliaire de Puériculture principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet



### **Avis sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme du Plessis-Pâté**

#### **Délibération n° 2013/047**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'urbanisme,

**Vu** la Loi n°2000.208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouveau Urbain,

**Vu** le décret n°2001.2006 du 27 mars 2001 modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme,

**Vu** la Loi n°2003.590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et l'Habitat,

**Vu** la Loi ENL (Engagement National pour le Logement) du 13 juillet 2006,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Plessis-Pâté approuvé par délibération du 17 décembre 2012,

**Vu** l'Article L123-9 du Code de l'urbanisme,



**Vu** la demande écrite de Monsieur le Maire de Plessis-Pâté transmettant pour avis, le 15 mars 2013, le dossier de révision simplifiée du PLU de Plessis-Pâté à la Commune au titre des personnes publiques associées,

**Considérant** que les modifications du PLU de Plessis Pâté impactent les Portes de Bondoufle, particulièrement en termes de constructions d'activités d'industries et d'entrepôts,

**Considérant** que les modifications ci-dessus mentionnées sont génératrices de nuisances environnementales, sonores liées à l'augmentation du trafic routier,

**Considérant** qu'aucune proposition garantissant la cohabitation des projets et la préservation de la qualité de vie des Portes de Bondoufle n'a été actée,

**Considérant** qu'il convient de rendre avis sur cette révision du PLU,

**Vu** le rapport de Monsieur le Maire,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

**Par 24 Voix POUR**

**4 Abstentions** (M.ESLINE, Mme NAGEL, M.BELLANGER, Mme TRASTOUR)

**EMET** un avis défavorable sur le dossier de révision simplifiée du PLU de Plessis-Pâté



### **Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire 2013 pour les travaux de remplacement de menuiserie sur le groupe scolaire Jean Mermoz**

**Délibération n° 2013/048**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Loi des finances 2013,

**Vu** le budget communal,

**Considérant** que le groupe scolaire Jean Mermoz dont la date de construction remonte à 1974, présente des désordres d'étanchéité sur plusieurs menuiseries extérieures pouvant mettre en cause la sécurité des utilisateurs,

**Considérant** qu'il a été décidé d'entreprendre des travaux de sécurité en remplaçant 2 ensembles de menuiseries dont le coût s'élève à 18 541,59 euros T.T.C.,

**Considérant** que ces travaux répondent aux critères d'attribution d'une subvention accordée de 3000 € au titre de la Réserve Parlementaire auprès de Monsieur le Sénateur de l'Essonne, Vincent DELAHAYE.

**Considérant** que le plan de financement des travaux a été déterminé de la façon suivante :

Opération	Montant total H.T.	programmation	Demande de financement	Montant subvention	Montant charge commune
Remplacement de 2 ensemble menuisés Groupe Scolaire Jean Mermoz	15 503,00	2013	19 %	3 000	12 503,00

**Vu** le rapport de Monsieur le Maire,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **A L'UNANIMITE**

**Approuve** cette demande de subvention,

**Approuve** le programme des travaux,

S'engage à utiliser la subvention accordée par la Réserve Parlementaire pour réaliser les travaux conformément au dossier technique ci-annexé précisant les modalités techniques et financières ainsi que l'échéancier de réalisation des travaux envisagés.

S'engage à ne pas commencer les travaux avant l'approbation du subventionnement par Monsieur le Sénateur de l'Essonne.

**Autorise** Monsieur le Maire à signer tous les documents y afférents.



### **Dissolution du Syndicat Intercommunal du Centre Essonne pour l'Action en Faveur des Handicapés Mentaux**

#### **Délibération n° 2013/049**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** la délibération n° 2013.03.25.01 du 25 mars 2013 du comité syndical du SICE-HM prononçant la dissolution du SICE-HM et fixant les modalités de répartition de l'actif et du passif du syndicat,

**CONSIDERANT** que la disparition du statut emploi-jeunes a réduit les capacités d'action du syndicat,

**CONSIDERANT** que le départ de cinq communes en 2008, en réduisant les capacités budgétaires du syndicat, a fortement réduit sa capacité d'action,

**CONSIDERANT** que la participation des familles tend à s'essouffler, que les familles des communes y sont peu représentées et sans appui du département,

**CONSIDERANT** que l'apparition des ARS a bloqué la création d'établissement pour adultes handicapés,

**CONSIDERANT** que le syndicat n'a plus aucune perspective d'extension de son territoire,

**VU** le rapport de présentation de Monsieur le Maire,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **A L'UNANIMITE**

**APPROUVE** la dissolution du Syndicat Intercommunal du Centre Essonne pour l'action en faveur des Handicapés Mentaux à la date du 30 juin 2013.

**APPROUVE** la cession à titre gracieux de son actif aux communes intéressées ou à des associations du secteur « handicap »,

**APPROUVE** le principe d'une répartition de la trésorerie du SICE-HM à la clôture définitive des comptes entre les communs membres au prorata de leur population au dernier recensement.



### **Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant du Conseil Municipal à la Commission de suivi de l'Ecosite de Vert le Grand / Echarcon**

**Délibération n° 2013/050**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'environnement,

**VU** le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi des sites,

**VU** la proposition du Préfet de l'Essonne de participer aux travaux de la commission de suivi de l'Ecosite de Vert le Grand / Echarcon,

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** la nécessité de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant du Conseil Municipal pour représenter la commune de Bondoufle à la commission de suivi de l'Ecosite de Vert le Grand / Echarcon

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**A L'UNANIMITE**

**DESIGNE**

M. Arnaud BARROUX est désigné délégué titulaire à la commission de suivi de l'Ecosite de Vert le Grand / Echarcon

Mme. Sabine NAGEL est désignée déléguée suppléante à la commission de suivi de l'Ecosite de Vert le Grand / Echarcon



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.

**Fait à Bondoufle, le 19 juin 2013**

**Le Maire,**

**Jean HARTZ**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**